

# COMMUNIQUÉ FINANCIER RÉSULTATS ANNUELS 2022

**CROISSANCE DE LA PRODUCTION DE +15,6%**  
**HAUSSE DU PRODUIT NET BANCAIRE DE +2,6%**  
**RESULTAT BENEFICIAIRE DE 85,7 MDH**  
**UN NIVEAU DE RATIO DE SOLVABILITE ELEVE DE 15,8%**

Le Directoire de SALAFIN s'est réuni le 14 mars 2023 sous la présidence de Monsieur Aziz CHERKAOUI, en vue d'examiner l'activité de la Société au titre de l'exercice 2022 et d'arrêter les comptes dudit exercice.

## Activité commerciale

Dans un climat économique complexe caractérisé par de nombreuses incertitudes, des tensions inflationnistes et la forte hausse des taux directeurs durant les quatre derniers mois de l'année, SALAFIN a réussi à réaliser en 2022 une production nette totale de 1 309 MDH, en hausse de +15,6% par rapport à 2021. Cette dynamique commerciale est portée par la croissance du segment des crédits personnels (+13,8%) à 694 MDH ainsi que par la bonne performance du segment des crédits automobiles à 615 MDH (+17,6%).

## Produit Net Bancaire et Résultats

Au 31/12/2022, Le Produit Net Bancaire présente un solde de 399 MDH, en hausse de +2,6% par rapport à 2021. Dans le détail, la marge d'intérêt et les résultats de l'activité Location avec Option d'Achat (LOA) sont restés quasi stables, totalisant respectivement 189 MDH (-1,0%) et 71 MDH (+0,5%). La marge sur commissions s'est améliorée, quant à elle, de +9,7% à plus de 131 MDH.

Ces évolutions ont été réalisées malgré un léger repli de -1,6% des encours moyens de la période qui présentent un solde de 3 278 MDH.

Les charges générales d'exploitation ont atteint 153 MDH, en hausse de +3,4% par rapport à 2021.

Les dotations nettes aux provisions s'élèvent à 101 MDH, en légère hausse de +1,3% par rapport à l'année dernière.

L'impôt sur les résultats au titre de l'exercice 2022 s'établit à 54 MDH contre 52 MDH en 2021.

L'amélioration du PNB et la maîtrise des coûts ont permis à la société de dégager un résultat bénéficiaire net 2022 de 86 MDH, en croissance de +1,2% comparée à 2021.

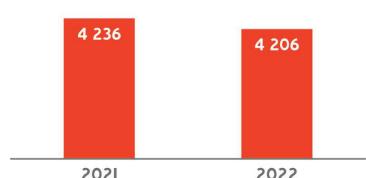
## Proposition de dividende au titre de l'exercice 2022

Le Directoire propose à l'Assemblée Générale Ordinaire de distribuer un dividende total par action de 27 dirhams.

Post distribution, le ratio de solvabilité 2022 s'établit à 15,6%, soit un niveau supérieur au minimum réglementaire de 12%, et le ROE 2022 atteint 14,9%.

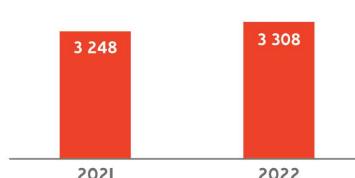
## Éléments financiers (MDH)

### Total Bilan



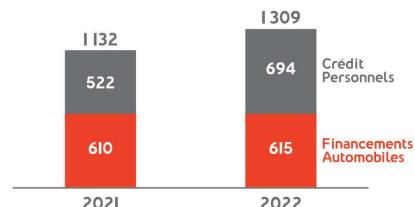
Le total bilan s'établit à 4 206 MDH, en légère baisse de -0,7% par rapport à l'exercice 2021.

### Encours financiers fin de période



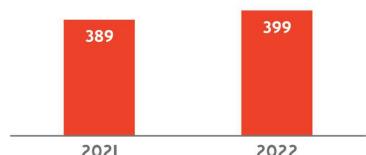
Les encours financiers fin de période enregistrent un solde de 3 308 MDH, en croissance de +1,8% par rapport à 2021.

### Production nette



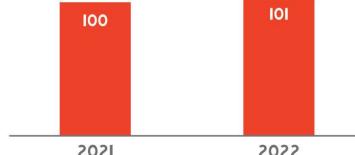
La production nette progresse de +15,6% à 1 309 MDH en 2022.

### Produit Net Bancaire



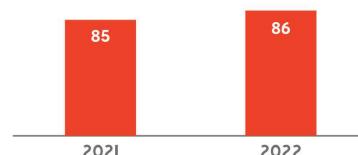
Le Produit Net Bancaire a enregistré une hausse de +2,6% par rapport à 2021, affichant un solde de 399 MDH.

### Dotations nettes aux provisions



Les DAP nettes totales enregistrent un solde de 101 MDH, en hausse de +1,3% par rapport à 2021.

### Résultat Net



Le Résultat Net ressort à 86 MDH, en hausse de +1,2%.

## SALAFIN

Société Anonyme au Capital de 312 411 900 dhs • Siège Social : Immeuble ZENITH MILLENIUM, N°8 • Sidi Maârouf • Casablanca • RC : N° 88 437  
 Les Etats Financiers sont disponibles sur le site institutionnel de SALAFIN : [www.salafin.com](http://www.salafin.com)



## Situation au 31 décembre 2022

## BILAN ACTIF

	en milliers de DH	
	31/12/2022	31/12/2021
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	80	69
Créances sur les établissements de crédit et assimilées	0	0
. A vue	0	0
. A terme	0	0
Créances sur la clientèle	2 399 674	2 414 770
. Crédits de trésorerie et à la consommation	2 197 340	2 190 813
. Crédits à l'équipement	0	0
. Crédits immobiliers	0	0
. Autres crédits	202 334	223 957
Créances acquises par affacturage	0	0
Titres de transaction et de placement	861	861
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	0	0
. Autres titres de créance	0	0
. Titres de propriété	861	861
Autres actifs	196 555	197 385
Titres d'investissement	0	0
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	0	0
. Autres titres de créance	0	0
Titres de participation et emplois assimilés	401	401
Créances subordonnées	0	0
Immobilisations données en crédit-bail et en location	1 272 436	1 282 528
Immobilisations incorporelles	253 684	253 878
Immobilisations corporelles	82 177	86 100
Total de l'Actif	4 205 867	4 235 992

## HORS BILAN

	en milliers de DH	
	31/12/2022	31/12/2021
HORS BILAN	38 733	40 545
ENGAGEMENTS DONNES	38 733	40 545
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	0	0
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	0	0
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	0	0
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	0	0
Titres achetés à rémunéré	0	0
Autres titres à livrer	0	0
ENGAGEMENTS RECLUS	1 260 014	1 265 985
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 260 014	1 265 985
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	0	0
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	0	0
Titres vendus à rémunéré	0	0
Autres titres à recevoir	0	0

## COMpte DE PRODUITS ET CHARGES

	en milliers de DH	
	31/12/2022	31/12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	877 491	888 355
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	0	0
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	257 624	265 773
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	0	0
Produits sur titres de propriété	2 589	2 406
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	470 020	483 275
Commissions sur prestations de service	141 310	130 923
Autres produits bancaires	5 948	5 978
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	478 199	499 228
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	12 067	11 206
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	0	0
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	56 444	63 554
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	399 500	413 100
Autres charges bancaires	10 187	11 368
PRODUIT NET BANCAIRE	399 292	389 127
Produits d'exploitation non bancaire	3 403	3 710
Charges d'exploitation non bancaire	0	0
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	153 403	148 356
Charges de personnel	70 571	70 110
Impôts et taxes	798	1 147
Charges externes	68 892	64 548
Autres charges générales d'exploitation	589	514
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	12 552	12 038
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	117 095	128 686
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	115 269	121 200
Pertes sur créances irrécouvrables	0	5
Autres dotations aux provisions	1 825	7 480
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	15 131	21 561
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	8 743	13 825
Récupérations sur créances amorties	5 207	7 310
Autres reprises de provisions	1 182	426
RESULTAT COURANT	147 329	137 356
Produits non courants	1 708	162
Charges non courantes	9 466	566
RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	139 571	136 953
Impôts sur les résultats	53 821	52 225
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	85 750	84 728

## BILAN PASSIF

	en milliers de DH	
	31/12/2022	31/12/2021
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	0	0
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	414 102	164 092
. A vue	113 592	164 092
. A terme	300 510	0
Dépôts de la clientèle	227 922	363 677
. Comptes à vue créditeurs	0	0
. Comptes d'épargne	0	0
. Dépôts à terme	0	0
. Autres comptes créditeurs	227 922	363 677
Titres de créance émis	1 744 207	1 913 601
. Titres de créance négociables	1 744 207	1 913 601
. Emprunts obligataires	0	0
. Autres titres de créance émis	0	0
Autres passifs	904 415	803 342
Provisions pour risques et charges	36 437	36 437
Provisions réglementées	22 242	21 598
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	0	0
Dettes subordonnées	0	0
Ecart de réévaluation	0	0
Réserves et primes liées au capital	458 380	536 106
Capital	312 412	312 412
Actionnaires. Capital non versé (-)	0	0
Report à nouveau (+/-)	0	0
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	0	0
Résultat net de l'exercice (+/-)	85 750	84 728
Total du Passif	4 205 867	4 235 992

## ETAT DES SOLDES DE GESTION

	en milliers de DH	
	31/12/2022	31/12/2021
I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS		
+ Intérêts et produits assimilés	257 624	265 773
- Intérêts et charges assimilées	68 511	74 760
MARGE D'INTERET	189 113	191 013
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	470 020	483 275
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	399 500	413 100
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	70 519	70 175
+ Commissions perçues	141 310	130 923
- Commissions servies	10 049	11 230
Marge sur commissions	131 261	119 694
± Résultat des opérations sur titres de transaction	0	0
± Résultat des opérations sur titres de placement	2 589	2 406
± Résultat des opérations de change	0	40
± Résultat des opérations sur produits dérivés	0	0
Résultat des opérations de marché	2 589	2 446
+ Divers autres produits bancaires	5 948	5 938
- Diverses autres charges bancaires	138	138
PRODUIT NET BANCAIRE	399 292	389 127
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	0	0
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	3 403	3 710
- Autres charges d'exploitation non bancaire	0	0
- Charges générales d'exploitation	153 403	148 356
Résultat brut d'exploitation	249 293	244 480
± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-101 321	-100 070
± Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-644	-7 054
RESULTAT COURANT	147 329	137 356
RESULTAT NON COURANT	-7 757	-403
- Impôts sur les résultats	53 821	52 225
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	85 750	84 728
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		
+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE	85 750	84 728
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	12 552	12 038
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	0	0
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	0	5 000
+ Dotations aux provisions réglementées	1 825	2 480
+ Dotations non courantes	0	0
- Reprises de provisions	1 182	426
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
- Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	0	0
- Moins-values de cession sur immobilisations financières	0	0
- Reprises de subventions d'investissement reçues	0	0
± CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	98 946	103 220
- Bénéfices distribués	162 454	162 294
± AUTOFINANCEMENT	-63 508	-58 475

# Communication financière



## Situation au 31 décembre 2022

### TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

en milliers de DH

	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'exploitation bancaire perçus	877 491	888 355
Récupérations sur créances amorties	5 207	7 310
Produits d'exploitation non bancaire perçus	3 403	3 710
Charges d'exploitation bancaire versées	78 698	86 128
Charges d'exploitation non bancaire versées	140 851	136 318
Impôts sur les résultats versés	53 821	52 225
<b>Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges</b>	<b>612 731</b>	<b>624 704</b>
<b>Variation de :</b>		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés		
Créances sur la clientèle	15 096	86 182
Titres de transaction et de placement		
Autres actifs	830	24 285
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-506 282	-314 221
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	300 510	
Dépôts de la clientèle	-135 755	-180 283
Titres de créance émis	-169 393	46 625
Autres passifs	101 074	77 583
<b>Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation</b>	<b>-393 920</b>	<b>-259 828</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION</b>	<b>218 811</b>	<b>364 875</b>
Produit des cessions d'immobilisations financières		
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Acquisition d'immobilisations financières		
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	8 434	6 660
Intérêts perçus		
Dividendes perçus	-2 589	-2 406
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-5 845</b>	<b>-4 254</b>
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
Emission de dettes subordonnées		
Emission d'actions		
Remboursement des capitaux propres et assimilés		
Intérêts versés		
Dividendes versés	162 454	162 294
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>-162 454</b>	<b>-162 294</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE</b>	<b>50 512</b>	<b>198 328</b>
<b>TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>-164 024</b>	<b>-362 351</b>
<b>TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>-113 512</b>	<b>-164 024</b>

### TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS (\*)

en milliers de DH

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits financiers au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées									
Autres titres de participation		400		401	401			2 878	
Divers St. de Crédit à la consommation	Crédit à la consommation	0	NS	1	1	31/12/2022			
ORUS Services SA	Informatique	300	100%	300	300	31/12/2022		5 428	2 878
ORUS ASSURANCE SA	Assurance	100	100%	100	100	31/12/2022			15 143
<b>TOTAL</b>				401	401				2 878

Commentaires

(\*)situation provisoire au 31/12/2022

### PROVISIONS

en milliers de DH

PROVISIONS	Encours 31/12/2021	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2022
<b>PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR:</b>	<b>888 101</b>	<b>115 269</b>	<b>8 742</b>		<b>994 629</b>
créances sur les établissements de crédit et assimilés					
créances sur la clientèle	686 154	101 736	8 613		779 278
titres de placement					
titres de participation et emplois assimilés					
immobilisations en crédit-bail et en location	201 947	13 533	129		215 351
autres actifs					
<b>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF</b>	<b>58 035</b>	<b>1 825</b>	<b>1 182</b>		<b>58 679</b>
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux					
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	36 437				36 437
Provisions réglementées	21 598	1 825	1 182		22 242
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>946 137</b>	<b>117 094</b>	<b>9 923</b>		<b>1 053 308</b>

### VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

en milliers de DH

	D≤ 1 mois	1 mois < D≤ 3 mois	3 mois < D≤ 1 an	1 an < D≤ 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
<b>ACTIF</b>						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés						
Créances sur la clientèle	374	6 338	86 418	1 517 338	789 206	2 399 674
Titres de créance						
Créances subordonnées	0	4 737	58 981	1 128 627	80 091	1 272 436
Credit-bail et assimilé	374	11 075	145 399	2 645 965	869 297	3 672 109
<b>PASSIF</b>						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	113 592					
Dettes envers la clientèle (*)	35	602	8 208	144 117	74 959	227 922
Titres de créance émis	61 207		247 000	1 436 000		1 744 207
Emprunts subordonnés						
<b>TOTAL</b>	<b>174 835</b>	<b>602</b>	<b>255 208</b>	<b>1 880 627</b>	<b>74 959</b>	<b>2 386 231</b>

Commentaires

(\*) Relatif aux opérations de LOA

### CREANCES SUR LA CLIENTELE

en milliers de DH

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE						
- Comptes à vue débiteurs						
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie						
CREDITS A LA CONSOMMATION						
CREDITS A L'EQUIPEMENT						
CREDITS IMMOBILIERS						
AUTRES CREDITS						
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR						
CREANCES EN SOUFFRANCE						
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises						
<b>TOTAL</b>					<b>2 399 674</b>	<b>2 399 674</b>

Commentaires

CREANCES EN SOUFFRANCE NETTES des Agios et des Provisions

## Communication financière



### Situation au 31 décembre 2022

#### IMMobilisations donnees en credit-bail, en location avec option d'achat et en location simple

en milliers de DH

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotations au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
<b>IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT</b>	<b>10 494 538</b>	<b>593 545</b>	<b>215 435</b>	<b>10 872 648</b>	<b>399 488</b>	<b>9 384 862</b>	<b>13 533</b>		<b>215 351</b>	<b>1 272 436</b>
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CREDIT-BAIL MOBILIER	9 905 695	560 241	215 435	10 250 501	399 488	9 384 862				865 640
- Crédit-bail mobilier en cours										
- Crédit-bail mobilier loué	9 905 695	560 241	215 435	10 250 501	399 488	9 384 862				865 640
CREDIT-BAIL IMMOBILIER										
- Crédit-bail immobilier en cours										
- Crédit-bail immobilier loué										
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR	42 168	443		42 611						42 611
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES	224 393	9 226		233 619						233 619
CREANCES EN SOUFFRANCE	322 282	23 635		345 916			13 533		215 351	130 566
<b>IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE</b>										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILISERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
Total	<b>10 494 538</b>	<b>593 545</b>	<b>215 435</b>	<b>10 872 648</b>	<b>399 488</b>	<b>9 384 862</b>	<b>13 533</b>		<b>215 351</b>	<b>1 272 436</b>

#### DETRES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

en milliers de DH

DETRES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		113 592			113 592	164 092
VALEURS DONNEES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
EMPRUNTS DE TRESORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
EMPRUNTS FINANCIERS		300 510			300 510	
AUTRES DETTES						
INTERETS COURUS A PAYER						
Total	<b>414 102</b>				<b>414 102</b>	<b>164 092</b>

#### OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVÉS

en milliers de DH

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021
<b>Opérations de change à terme</b>				
Devises à recevoir				
Devises à livrer				
Dirhams à recevoir				
Dirhams à livrer				
Dont swaps financiers de devises				
<b>Engagements sur produits dérivés</b>				
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

#### VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres			
Hypothéques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
<b>TOTAL</b>	<b>305 766</b>	<b>Créances sur la clientèle (Bilan)</b>	<b>98 902</b>
<b>Valeurs et sûretés données en garantie</b>	<b>Valeur comptable nette</b>	<b>Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus</b>	<b>Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts</b>
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres			
Hypothéques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
<b>TOTAL</b>			

#### PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUÉES

##### INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ETABLISSEMENT

Les méthodes d'évaluation appliquées par SALAFIN sont celles requises par le Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC)

##### ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

##### ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		
II. Changements affectant les règles de présentation		

#### LE TABLEAU DE CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT

**NEANT**



## Situation au 31 décembre 2022

### VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

en milliers de DH

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
<b>TITRES DE TRANSACTION</b>						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	0	0				0
OBLIGATIONS	0	0				0
AUTRES TITRES DE CREANCE	0	0				0
TITRES DE PROPRIETE	3	3				0
<b>TITRES DE PLACEMENT</b>						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	0	0				0
OBLIGATIONS	0	0				0
AUTRES TITRES DE CREANCE	0	0				0
TITRES DE PROPRIETE	1 995	858				1 137
<b>TITRES D'INVESTISSEMENT</b>						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						

### DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS

en milliers de DH

Eléments	31/12/2022	31/12/2021
DEBITEURS DIVERS	119 716	121 578
Etat débiteur	34 307	30 015
Débiteurs Divers	85 409	91 564
Compte de régul Actif	76 839	75 806
Total	196 555	197 385

### DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS

en milliers de DH

Eléments	31/12/2022	31/12/2021
Crediteurs Divers	534 231	490 237
Etat crédeuteurs	254 678	228 955
Autres crédeuteurs	279 553	261 282
Compte de régul Passif	370 185	313 105
Autres Passif	904 415	803 342

### LE TABLEAU DES ENGAGEMENTS SUR TITRES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
Titres achetés à réméré		
<b>Titres à livrer</b>		
- Marché primaire		
- Marché gris		
- Marchés réglementés		
- Marché gré à gré		
- Autres		
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
Titres vendus à réméré		
<b>Titres à recevoir</b>		
- Marché primaire		
- Marché gris		
- Marchés réglementés		
- Marché gré à gré		
- Autres		

NEANT

### LA VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

DESIGNATION	MONTANT
<b>ACTIF :</b>	
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	
Créances sur la clientèle	
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	
<b>TOTAL ACTIF</b>	
<b>PASSIF :</b>	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	
Dépôts de la clientèle	
Autres passifs	
<b>TOTAL PASSIF</b>	
<b>HORS-BILAN:</b>	
ENGAGEMENTS DONNES	
ENGAGEMENTS RECUS	

NEANT

### AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

en milliers de DH

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés	84 728	B-Affection des résultats	86 518
Décision de l'AGO du 24/05/2019		Réserve légale	1 790
Report à nouveau		Dividendes	162 454
Résultats nets en instance d'affectation		Autres affectations	-77 726
Résultat net de l'exercice	84 728		
Prélèvement sur les bénéfices			
Autres prélevements	0		
<b>TOTAL A</b>	<b>84 728</b>	<b>TOTAL B</b>	<b>86 518</b>

### PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

en milliers de DH

INTITULES	MONTANTS	MONTANTS
<b>I - RESULTAT NET COMPTABLE</b>		
Bénéfice net	85 750	
. Perte nette		
<b>II - REINTEGRATIONS FISCALES</b>		
1- Courantes	62 300	
* Fraction non déductible des redevances de CB	8 480	
* Provision pour Risque & charges	0	
* Autres éléments non déductibles CSS	0	
* Autres éléments non déductibles Plus Value de Fusion	7 057	
2- Non courantes	53 821	
* Impôt sur les sociétés	53 821	
* Rappel d'impôt	0	
<b>III - DEDUCTIONS FISCALES</b>		
1- Courantes		2 589
* Reprise de la provision pour investissements	0	
* Reprise de la provision pour risques généraux	0	
* Provisions pour investissements	0	
* Encassements et reprises sur provisions redressées lors du contrôle fiscal	0	
2- Non courantes		2 589
* Produit des titres de participations		2 589
<b>TOTAL</b>		<b>148 051</b>
		<b>2 589</b>
<b>IV - RESULTAT BRUT FISCAL</b>		
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		
. Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
<b>V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTÉS (C) (1)</b>		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
<b>VI - RESULTAT NET FISCAL</b>		
. Bénéfice net fiscal (A-C) OU		145 462
. Déficit net fiscal (B)		
<b>VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERÉS</b>		
<b>VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT À REPORTER</b>		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

### RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

en milliers de DH

	2022	2021	2020
<b>CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES</b>	856 541	933 245	1 010 812
<b>OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>			
1- Produit net bancaire			
2- Résultat avant impôts			
3- Impôts sur les résultats			
4- Bénéfices distribués			
5- Résultats non distribués ( mis en réserve ou en instance d'affectation)			
<b>RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)</b>			
Résultat net par action ou part sociale			
Bénéfice distribué par action ou part sociale			
<b>PERSONNEL</b>			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice			
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice			

### REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Montant du capital: 312 411 900,00

100,00 Dhs

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
		Exercice précédent	Exercice actuel	
BMCE BANK	140, avenues hassan II, Casa,	1 935 692	1 935 692	61,96%
SAHAM Assurance	216, Boulevard Zerkouni, Casa	442 061	442 061	14,15%
Autres		746 366	746 366	23,89%

### TITRES ET AUTRES ACTIFS GERÉS OU EN DÉPÔT

TITRES	Nombre de comptes	Montants en milliers de DH
	31/12/2022	31/12/2021
Titres dont l'établissement est dépositaire		
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire		
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire		
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

NEANT



## Situation au 31 décembre 2022

### EFFECTIFS

EFFECTIFS	(en nombre)	
	31/12/2022	31/12/2021
Effectifs rémunérés	338	330
Effectifs utilisés	338	330
Effectifs équivalents plein temps	338	330
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	221	213
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	117	117
Cadres (équivalent plein temps)	338	330
Employés (équivalent plein temps)	0	0
dont effectifs employés à l'étranger	0	0

### RESEAU

RESEAU	31/12/2022	31/12/2021
Guichets permanents	23	23
Guichets périodiques		
Guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

### COMPTES DE LA CLIENTELE

COMPTES DE LA CLIENTELE	31/12/2022	31/12/2021
Comptes courants		
Comptes chèques, hors MRE		
Comptes MRE		
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme		
Bons de caisse		

NEANT

### DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

#### I. DATATION

- . Date de clôture (1)  
31/12/2022
- . Date d'établissement des états de synthèse (2)  
08/03/2023

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

#### II. EVENEMENTS NÉS POSTERIÈREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

Dates	Indications des événements
. Favorables	-Enregistrement des règlements subséquents et encassemens sur créances en souffrances
.Défavorables	- Baisse continue du TEG - Retours d'impayés et détérioration de la situation des créances en souffrances en terme de nombre d'impayés et de classification des créances et leurs provisions.

### ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Aux actionnaires de la société  
**SALAFIN S.A.**  
Zenith Millénium, Immeuble 8, Sidi Maarouf  
CASABLANCA.

#### Rapport Général des commissaires aux comptes Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2022

##### Audit des états de synthèse

###### Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joint à la société SALAFIN S.A, qui comprend le bilan au 31 décembre 2022, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des résultats pour l'exercice, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 878.783 KMAD dont un bénéfice net de 85.750 KMAD.

Nous certifions que les états de synthèse ci-joint au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères dans leur préparation et qu'ils reposent sur les meilleures bases de données à notre disposition au moment de l'élaboration de ces états de synthèse. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

###### Observation

La société a reçu en date du 21 Septembre 2020 un avis de vérification de la part de l'administration fiscale portant sur l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur les revenus et la taxe sur la valeur ajoutée au titre des exercices 2017 et 2018.

###### Quelques mots de l'auteur

Les questions clés de l'auteur sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

###### Identification et évaluation du risque de crédit sur les opérations à la clientèle

**Risque identifié**  
Les crédits à la clientèle et les immobilisations données en gérance ou en cours d'un risque de crédit qui expose SALAFIN à une perte importante si les clients ou les tiers tiers ne sont pas capables de rembourser les engagements financiers engagés, constitue des risques significatifs pour couvrir ce risque.

Ces provisions sont déterminées en application des normes de l'IFRS, Plus précisément, les dispositions de la norme IFRS 9 « Prise en charge et évaluation des risques de crédit (PCCR) » et notamment selon les dispositions de la norme IFRS 7 « Prise en charge et présentation des informations financières » et les normes de classification et de mesure des risques de crédit (PCCR) et les normes de classification et de mesure des risques de crédit (PCCR).

L'évaluation des provisions en couverture des engagements financiers requiert :

- L'identification des engagements en souffrances ;
- L'évaluation du montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des créances ;

Par ailleurs, au 31 Décembre 2022, en sus des règles régissant les opérations de crédit-bail, SALAFIN a également maintenu une provision prospective en fonction des parties attendues liées aux impacts de la crise Covid-19.

Les informations concernant les règles de classification des prêts et participations sont présentées dans les annexes à l'Etat des résultats et à l'Etat des flux de trésorerie (ETIC).

Au 31 décembre 2022, l'encours des créances à la clientèle et les opérations de crédit-bail et de location financière sont de 2.420.000 KMAD et 1.274.000 MMAD. Le montant total des provisions pour risques de crédit et pour provisions en couverture des dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank-Al-Maghrib, s'élève à 1.000 MMAD.

Nous avons procédé à une appréciation du risque de crédit relatif aux créances sur la clientèle et aux opérations de crédit-bail et de location financière, ainsi que l'évaluation des provisions en fonction des différents éléments constitutifs du point clé de l'audit, ces éléments présentant des aspects au jugement et aux estimations de la direction.

###### Responsabilité de la Direction et des responsables de la Gouvernance à l'égard des états de synthèse

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour prévenir la production d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé de sécurité mais ne garantit pas une sécurité absolue. La profession au Maroc permet de faire confiance aux professionnels qui pratiquent la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsque leur détection peut entraîner une modification importante dans les états de synthèse ou dans les utilisateurs des états de synthèse prennent en se tenant au courant avec ceux-ci.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction décide de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

###### Responsabilité de l'Auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'assurer l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celle-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé de sécurité mais ne garantit pas une sécurité absolue. La profession au Maroc permet de faire confiance aux professionnels qui pratiquent la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsque leur détection peut entraîner une modification importante dans les états de synthèse ou dans les utilisateurs des états de synthèse prennent en se tenant au courant avec ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exigeons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre

- Nous évaluons et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celle-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé de sécurité mais ne garantit pas une sécurité absolue. La profession au Maroc permet de faire confiance aux professionnels qui pratiquent la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsque leur détection peut entraîner une modification importante dans les états de synthèse ou dans les utilisateurs des états de synthèse prennent en se tenant au courant avec ceux-ci.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contexte interne et extérieur pertinents pour l'audit et nous évaluons l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contexte interne et extérieur pertinents pour l'audit et nous évaluons l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous évaluons l'efficacité du contrôle interne de la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous évaluons l'efficacité du contrôle interne de la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous évaluons l'efficacité du contrôle interne de la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous tirons nos conclusions quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction, du conseil et des auditeurs de l'opérateur et membre en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fra